
La refondation programmatique du SPD à l'aube des années 1990 : un « Bad Godesberg II » ?

The programmatic reinvention of the German Social Democratic Party (SPD) at the turn of the 1990s: A second Bad Godesberg?

Sophie Bouiller



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/7507>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.7507](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.7507)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Sophie Bouiller, « La refondation programmatique du SPD à l'aube des années 1990 : un « Bad Godesberg II » ? », *Histoire Politique* [En ligne], 47 | 2022, mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 12 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/7507> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.7507>

Ce document a été généré automatiquement le 12 novembre 2022.

Tous droits réservés

La refondation programmatique du SPD à l'aube des années 1990 : un « Bad Godesberg II » ?

The programmatic reinvention of the German Social Democratic Party (SPD) at the turn of the 1990s: A second Bad Godesberg?

Sophie Bouiller

- 1 Eisenach (1869), Gotha (1875), Erfurt (1891), Görlitz (1921), Heidelberg (1925), Bad Godesberg (1959) et enfin Berlin (1989). Comment dissocier l'histoire du Parti social-démocrate allemand (SPD) de l'histoire de ses congrès et donc de ses programmes fondamentaux ? Contrairement à l'Union chrétienne-démocrate (CDU) qui adopta son premier programme fondamental¹ en 1978 seulement, lors du congrès de Ludwigshafen, le SPD affirma son identité propre dès sa création. Rétrospectivement, le parti assimila les congrès à des rituels hérités des mouvements ouvriers du XIX^e siècle et se positionna dans le paysage politique allemand comme un « parti de programmes² ». Loin d'être une finalité, un programme fondamental se conçoit davantage comme le moment d'une double cristallisation. À la fois aboutissement d'une phase réflexive de plusieurs années, mais aussi résultat de rapports de force internes au parti, il échappe à toute interprétation prophétique. Acteurs comme historiens ne peuvent de fait mesurer l'ampleur des bouleversements, des changements de paradigmes, voire des ruptures, induits par ces programmes qu'*a posteriori*.
- 2 Dans les années 1980, la réécriture des programmes s'avéra d'autant plus cruciale que le SPD traversa une grave crise d'identité après son retour dans l'opposition au Bundestag en 1982. L'érosion de son électorat traditionnel³, ouvriers et salariés, amorcée dès la fin de l'ère Brandt (1969-1974), s'accéléra sous l'effet des politiques de rigueur menées par Helmut Schmidt (1974-1982) et de la concurrence des Verts, créés le 13 janvier 1980 à Karlsruhe. Dans un contexte de récession et de chômage de masse, la fracture se creusa entre l'aile gauche du parti (« *Frankfurter Kreis* »), partisane du keynésianisme, et l'aile droite réformatrice (« *Seeheimer Kreis* ») alors majoritaire et adepte de l'austérité. Ni Hans-Jochen Vogel⁴, qui obtint 38,2 % des suffrages aux élections

législatives en 1983, ni Johannes Rau⁵, lui aussi candidat malheureux avec 37 % en 1987, ne parvinrent à enrayer cette tendance à la baisse. Réduire le SPD à un simple parti d'opposition en crise reviendrait néanmoins à méconnaître les ambiguïtés propres au fédéralisme allemand. En tant que parti de gouvernement dans des *Länder* traditionnellement acquis à la social-démocratie (Brême, Hambourg et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie) ou récemment gagnés face à la CDU (la Sarre en 1985, le Schleswig-Holstein en 1988, Berlin-Ouest en janvier 1989 et la Basse-Saxe en mai 1990), le SPD put en partie peser sur le processus législatif au *Bundesrat* et confronter son idéologie à la réalité du terrain.

- 3 L'enjeu de cet article sur le SPD est de proposer, au prisme du programme fondamental de Berlin (1989) et du programme pour les élections législatives de 1990, une contribution à « l'histoire sociale des idées en milieu partisan⁶ », dans la lignée des travaux sur les programmes politiques en tant que genre à part entière⁷, afin d'appréhender la transformation, voire la crise, de la social-démocratie à l'aube des années 1990. Dans une perspective socio-historique, l'accent sera mis sur le caractère normatif et structurant de ces écrits, mais aussi et surtout sur les conditions spécifiques de production. Les sources⁸ issues des archives de la démocratie sociale à Bonn (AdsD) permettront de mettre en lumière les étapes de fabrication d'un programme et, en dépassant la simple exégèse, de faire apparaître des stratégies de reconquête du pouvoir ainsi que des rapports de force nouveaux entre les acteurs. L'existence de telles spécificités situées historiquement amène toutefois à questionner, d'une part, les limites du cadre partisan et, d'autre part, du cadre strictement national. Faut-il voir le SPD comme un cas isolé ou comme l'un des exemples représentatifs d'une transformation générale du paysage politique ouest-allemand ? Y a-t-il également des logiques transnationales propres à la social-démocratie germanophone ? Nous montrerons dans un premier temps que l'existence d'un programme fondamental, comme celui de Berlin en 1989, ne constitue pas en soi une rupture idéologique mais qu'un tel écrit programmatique résulte de processus de sédimentation. Dans un deuxième temps, nous interrogerons le phénomène de personnalisation de la politique⁹ au prisme du programme électoral de 1990 qui marqua un changement générationnel au sein du SPD et vit l'ascension de figures majeures des années 1990 et 2000.

1989 : l'année du « Godesberg II » ?

- 4 Une première tentative de refondation politique pour les dix à quinze années à venir, initiée par Helmut Schmidt au début des années 1970, se solda par un échec lors du congrès de Mannheim en 1975. Dans ce « cadre de références commun 85¹⁰ », les sociaux-démocrates ne parvinrent en effet pas à clarifier leur positionnement idéologique par rapport au programme fondamental adopté en 1959 à Bad Godesberg. Fallait-il assumer cet héritage pour le dépasser ou, au contraire, opérer une rupture profonde ? Seul le choc causé par le retour brutal dans l'opposition parlementaire en 1982 leur permit de faire un réel travail d'introspection. La volonté de faire du congrès de Berlin en 1989 et de l'adoption d'un nouveau programme fondamental un nouveau mythe fondateur trouva son expression dans la comparaison, désormais presque systématique, avec le congrès de Bad Godesberg. Berlin devait être le nouveau Bad Godesberg, le « Godesberg II¹¹ » tant attendu pour renforcer l'identité social-démocrate et se permettre d'envisager une sortie de l'opposition dès les années 1990.

Dans son interprétation commune, telle que l'intériorisèrent également les sociaux-démocrates des années 1970 et 1980, le congrès de Bad Godesberg représente un tournant idéologique majeur ayant ouvert la voie au premier gouvernement social-démocrate en 1969. Dans les faits¹², l'abandon de la doctrine marxiste, la conversion définitive à l'économie sociale de marché et la transformation sociologique du parti ouvrier originel en un « *Volkspartei* », un parti ouvert à toutes les catégories socio-professionnelles, furent bien plus progressifs. Ces évolutions s'inscrivirent dans un temps plus long que l'immédiateté de ce seul congrès, si novateur soit-il.

- 5 La période qui s'étend de 1959 à 1989 est d'autant plus intéressante qu'elle marque aussi un glissement sémantique progressif du « parti de programmes » à un « parti réformateur¹³ ». Surmontant ainsi définitivement la dichotomie inhérente à la social-démocratie germanophone de la fin du XIX^e siècle, entre tendances marxistes « révolutionnaires » et « révisionnistes », les sociaux-démocrates ouest-allemands des années 1980 opèrent ce qu'ils considèrent comme leur mue finale. La prise en compte de la transformation radicale de la société depuis la fin des années 1970 représenta l'un des aspects les plus tangibles de cette modernisation. Confronté à l'avènement de valeurs post-matérialistes, telles que l'expression individuelle, l'autonomie, la participation des citoyens au débat public et aux décisions, et à l'émergence de la « nouvelle question sociale » sous la forme des « nouveaux mouvements sociaux » comme les mouvements écologistes, pacifistes, antinucléaires ou féministes, le parti œuvra pour intégrer ces réalités nouvelles dans sa réflexion programmatique.
- 6 Les travaux réflexifs au sein d'une commission spécifique furent dans un premier temps initiés et présidés par Willy Brandt qui, dans la première moitié des années 1980, connut un « second printemps¹⁴ », puis par Hans-Jochen Vogel qui, en 1987, succéda à Willy Brandt à la tête du SPD. Une première mouture, intitulée « projet d'Irsee » et élaborée entre 1984 et 1986 en congrès à huis clos, et donc en effectif réduit, donna lieu à une série de décisions qui se voulurent résolument tournées vers l'avenir¹⁵ et furent adoptées à une large majorité lors du congrès de Nuremberg en août 1986. La méthode changea radicalement par la suite. Le parti affirma son ambition de promouvoir une forme de démocratie participative en proposant des débats internes publics, qualifiés de « programme en discussion¹⁶ », et en organisant des ateliers de réflexion thématiques¹⁷ sur la hausse du chômage, l'importance croissante de la question environnementale, la crise de l'État-providence ou l'accentuation des inégalités auxquels furent conviés quelque deux cents chercheurs, artistes et personnalités politiques. Sous l'influence d'Erhard Eppler¹⁸ mais surtout d'Oskar Lafontaine, qui présidèrent ces groupes de travail, émergea alors une nouvelle culture politique, propre aux figures montantes de la social-démocratie à la fin des années 1980.
- 7 Mais plus encore, la physionomie du parti changea, faisant durablement évoluer les rapports de force internes. Ces travaux programmatiques marquèrent de fait l'ascension d'une nouvelle génération, celle des « petits-fils¹⁹ » de Willy Brandt. Les sociaux-démocrates des années 1970, comme l'ancien chancelier Helmut Schmidt ou le président du parti Hans-Jochen Vogel, furent définitivement relégués au second plan, sans avoir réellement pu exercer l'influence qu'ils auraient souhaité après l'ère Brandt. Dépassant le traditionnel clivage gauche-droite, une « aile sociale » composée de personnalités proches des syndicats et favorables à une politique traditionnelle s'opposa désormais à une « aile réformatrice » emmenée par Oskar Lafontaine. Cette dernière se montra plus sensible aux nouvelles problématiques sociétales et post-

matérialistes, faisant notamment de la transformation écologique de la société industrielle son cheval de bataille. Dans un contexte d'institutionnalisation de l'écologie politique²⁰, ce tournant quelque peu opportuniste vers un socialisme vert ou « écosocialisme » contribua à transformer l'identité de la social-démocratie allemande. Au contact d'idées écologistes dans l'opposition parlementaire, le SPD commença à s'approprier ces nouvelles questions et entra en concurrence plus forte avec les Verts²¹ après les élections législatives de janvier 1987. L'échec de la toute première coalition entre le SPD et les Verts en Hesse, de décembre 1985 à janvier 1987, renforça par ailleurs chez les sociaux-démocrates de l'ancienne génération le sentiment que les Verts n'étaient pas capables de gouverner ni d'être un partenaire de coalition portant un discours crédible. Pour Oskar Lafontaine, cela justifia d'autant plus cette nouvelle voie « écosocialiste ».

- 8 Si l'objectif initial était d'adopter un nouveau programme fondamental pour les trente années à venir lors du congrès annuel de 1989, le résultat de cette refondation ne fut pas vraiment à la hauteur du « Godesberg II » annoncé. Ce programme²² généraliste se résuma à une succession d'évidences et de lieux communs édulcorés de tout potentiel conflictuel entre les différentes tendances et les différentes générations. Il marqua plus l'aboutissement d'une longue réflexion sur la transformation de la société ouest-allemande qu'une réelle projection dans l'avenir. Par ailleurs, les sociaux-démocrates se heurtèrent à l'immédiateté de la question allemande et à un futur désormais imprévisible. Réagissant dans l'urgence après la chute du Mur le 9 novembre 1989, ils transformèrent certes le congrès ordinaire, initialement prévu à Brême les 19 et 20 décembre 1989, en un congrès extraordinaire à Berlin et ajoutèrent une « Déclaration de Berlin » intitulée « Les Allemands en Europe²³ ». Mais, ce qui devait être un symbole fort dans ce contexte si particulier se révéla être une réaction inadaptée, voire contreproductive. Ajouté à la hâte, ce texte constitua une synthèse de positions diamétralement opposées sur l'unité allemande, entre réalisation d'un vieux rêve pour les générations ayant connu la Seconde Guerre mondiale et aspirations postnationales émanant de la jeune garde autour d'Oskar Lafontaine. Ces ambiguïtés ne firent qu'amplifier le décalage entre les attentes des Allemands, qui aspiraient à une unité nationale rapide que leur promettait Helmut Kohl, et les sociaux-démocrates perçus comme plus mesurés face à l'unité, voire réticents pour certains.
- 9 L'échec relatif de cette tentative de refondation nous amène à interroger la pertinence du cas ouest-allemand et, dans une perspective transnationale, à élargir le champ d'étude pour esquisser quelques pistes de réflexion sur une recomposition de la social-démocratie germanophone autour d'idées réformistes, voire sur une crise de ce modèle dans les années 1990. Un détour par la social-démocratie autrichienne et les programmes fondamentaux de 1978 et 1998 peut s'avérer fructueux malgré des temporalités différentes. Le nom même du parti autrichien, Parti socialiste d'Autriche (SPÖ) puis Parti social-démocrate d'Autriche à la suite du congrès de Linz en 1991, pose question. Faut-il y voir une « social-démocratisation » tardive, résultant d'une aporie de l'utopie socialiste au début des années 1990, ou au contraire un long « Bad Godesberg » à l'autrichienne débuté avec le programme fondamental²⁴ de 1958 ? Les concepts d'austro-marxisme et d'austro-keynésianisme tendraient à valider l'hypothèse d'une voie spécifique empruntée par la social-démocratie autrichienne, d'un parti ayant intégré des composantes idéologiques et culturelles propres jusqu'à la fin des années 1980. Dans le même temps, l'appartenance de l'Autriche et de la RFA à la même aire linguistique et culturelle et l'évolution plus globale de la société occidentale

permettent de dépasser cette dichotomie. Si le programme fondamental²⁵ adopté en 1978 sembla encore accorder une place importante à une rhétorique marxiste, héritée de l'austro-marxiste de la première moitié du XX^e siècle et de l'immédiat après-guerre et déjà dépassée au SPD, il intégra aussi des éléments novateurs sur la démocratie sociale, au sens d'une réalisation concrète d'objectifs socialistes dans un État démocratique et social permettant une participation active de chaque individu. Dans les faits, cela se traduisit par la mise en application partielle de principes d'ouverture et de démocratie participative, que ce soit au gouvernement, avec la démocratisation de la société autrichienne et les réformes sociétales initiées par le chancelier Bruno Kreisky entre 1970 et 1983, ou dans les processus décisionnels internes au SPÖ au moment de l'élaboration du programme fondamental. Plus qu'une transformation des sociétés occidentales au contact de valeurs post-matérialistes, sans doute faut-il voir dans ces pratiques politiques similaires une aspiration commune à plus de démocratie lors de l'ère Kreisky en Autriche et de l'ère Brandt en RFA. D'autres temporalités moins favorables présidèrent à l'adoption du nouveau programme fondamental²⁶ en 1998. Même s'il intégra l'idée de l'individualisation de la société dans ses réflexions programmatiques et orienta son action politique sur le renforcement de l'autonomie et de la responsabilité individuelle, le SPÖ se montra visiblement à bout de souffle après une longue période à la tête d'une grande coalition avec le Parti populaire autrichien (ÖVP). Pour le SPÖ de la fin des années 1990 comme pour le SPD, l'élan réformateur ne résista finalement pas à l'épreuve du pouvoir, annonçant de fait une crise plus grave de la social-démocratie.

Le programme gouvernemental « *Fortschritt '90* » : une personnalisation de la politique

- 10 La recomposition à la fois idéologique et générationnelle du Parti social-démocrate allemand fut encore plus marquée avec l'élaboration du programme pour les élections législatives de 1990. La seconde moitié des années 1980 confirma en effet l'ascension d'individualités fortes, appartenant à la génération des « petits-fils » de Willy Brandt et amenées à assurer des responsabilités majeures dans les années 1990, à l'échelle régionale comme à l'échelle fédérale. Forts de leurs succès électoraux dans les *Länder*, voire de leur majorité absolue, Oskar Lafontaine (Sarre, 1985) et Björn Engholm (Schleswig-Holstein, 1988), mais aussi Rudolf Scharping (Rhénanie-Palatinat, 1991) et Gerhard Schröder (Basse-Saxe, 1990) par la suite, se distinguèrent très nettement de leurs aînés dans leur pratique politique. Socialisés relativement jeunes chez les Jusos²⁷, autour de l'âge de 20 ans en moyenne, ils firent leurs armes dans les instances dirigeantes de l'organisation de jeunesse avant de gravir les échelons au sein du directoire du SPD, comme bien d'autres avant eux. Cependant, leur individualisme presque revendiqué et alors peu commun dans les rangs des sociaux-démocrates les amena par la suite à privilégier leurs intérêts personnels et à faire carrière aux dépens du parti. Cette distension progressive des liens intrapartisans, étroitement liée à l'individualisation grandissante de la société ouest-allemande dans les années 1980, transforma irrémédiablement les rapports de force. Les individus n'étaient plus au service du parti ou d'une idéologie. Le SPD, tant dans son organisation que dans son programme, devint ainsi un acteur de second plan, le simple faire-valoir d'un individu.

- 11 L'exemple d'Oskar Lafontaine est à ce titre particulièrement révélateur d'une forme d'emprise grandissante sur le parti, ses instances et son programme. Elle trouva son expression dans le concept de « Lafontainisme²⁸ » avancé par certains jeunes sociaux-démocrates quelque peu réticents à l'idée que l'identité du parti soit incarnée par une personne aussi clivante. Considéré dès 1987 comme l'héritier naturel de Willy Brandt, Oskar Lafontaine s'affirma rapidement comme le potentiel candidat à la chancellerie. Celui qui fut déjà le plus jeune édile d'une grande ville en RFA lorsqu'il fut élu maire de Sarrebruck en 1976, fit à nouveau sensation lors des élections législatives en Sarre en 1985 et devint, à 41 ans seulement, le plus jeune ministre-président de RFA. Il transforma radicalement les codes et œuvra sans relâche à façonner le parti à son image. Son talent d'orateur, ses multiples provocations et sa capacité à imposer ses idées, ainsi que ses plus fidèles alliés au sein des organes décisionnels du parti, lui valurent même le surnom de « Napoléon de la Sarre²⁹ ». La fonction de président de la commission « *Fortschritt '90*³⁰ » en charge d'élaborer un programme pour les élections législatives de décembre 1990 s'imposa donc tout naturellement à lui en octobre 1988.
- 12 Une fois de plus, le travail programmatique, qui se déroula en parallèle des réflexions théoriques sur le nouveau programme fondamental, permit d'affermir des pratiques politiques novatrices portées par la jeune garde social-démocrate. La période d'opposition parlementaire devait être propice à l'élaboration d'une stratégie gouvernementale qui engagerait le SPD au moins pour les années 1990, voire au-delà. Conscient que les échecs précédents étaient, dans une certaine mesure, dus à une forme d'impréparation, voire de renoncement face aux responsabilités gouvernementales, Oskar Lafontaine continua un cabinet fantôme dès 1988. Il chercha à asseoir son autorité partisane en nommant ses plus proches alliés à des positions stratégiques. Certes, la vice-présidence du groupe de travail fut assurée par Anke Fuchs. Cette spécialiste de la politique sociale dans le gouvernement d'Helmut Schmidt, première femme secrétaire générale du SPD depuis 1987, se montra sceptique face aux idées réformatrices et progressistes du Sarrois. Mais elle fut secondée par Hans-Ulrich Klose, trésorier du parti depuis 1987 et fidèle soutien d'Oskar Lafontaine. Ce dernier fit appel aux compétences des uns et des autres et s'entoura d'experts ayant vocation à se voir confier un portefeuille ministériel en cas de victoire électorale. Concrètement, le travail fut confié à des sous-groupes réunis autour de vingt spécialistes venant d'horizons variés. Une majorité d'entre eux³¹ siégeait au Bundestag et pouvait déjà se prévaloir d'une expertise précieuse à la tête de commissions parlementaires ou de groupes de travail internes au groupe parlementaire social-démocrate. D'autres³² apportèrent leur expérience de terrain en tant que députés dans les *Landtage* et parfois même en tant que ministres dans un *Land*. Le groupe de travail comptait également une députée européenne³³ et des syndicalistes sociaux-démocrates³⁴ engagés à la Confédération allemande des syndicats (*Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB). L'ancrage rhénan de la commission « *Fortschritt '90* » était incontestable. Il reflétait le poids de la plus importante fédération social-démocrate, celle de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Trois personnalités se démarquèrent plus que d'autres : Rudolf Dreßler, Wolfgang Roth et Ingrid Matthäus-Maier qui furent respectivement en charge des réflexions programmatiques sur la politique sociale, la politique économique et la politique fiscale.
- 13 Si la méthode fut innovante, la terminologie choisie pour ce nouveau programme électoral fut tout aussi révélatrice des profonds changements idéologiques que connut

le Parti social-démocrate allemand à la fin des années 1980. Présentée comme un programme gouvernemental applicable dès les cent premiers jours de la législature 1990-1994, cette « Offensive pour une Allemagne moderne³⁵ » reposait sur la conviction absolue qu'une alternance politique était enfin possible compte tenu de l'érosion de la popularité d'Helmut Kohl et, par répercussion, de la CDU à l'aube des années 1990. À l'immobilisme et au fatalisme manifestes des partis de la coalition gouvernementale, les sociaux-démocrates opposèrent un projet de réformes volontaristes. Leur action centrée sur une politique novatrice dans des domaines jusqu'alors peu pris en considération par le gouvernement d'Helmut Kohl devait permettre à la RFA de se réformer en profondeur et, par conséquent, d'entrer dans la modernité.

- 14 L'imbrication jusqu'alors inédite de l'écologie et de l'économie dans le programme du SPD constitua la pierre angulaire de l'argumentation développée par le groupe de travail « *Fortschritt '90* ». Sous l'impulsion d'Oskar Lafontaine, ce « keynésianisme vert³⁶ » trouva pleinement sa place parmi les quatre « essentiels³⁷ » de la politique social-démocrate, à savoir la justice sociale, la transformation écologique de la société industrielle, l'égalité homme-femme et la paix couplée au désarmement. Il s'apparenta même à un nouveau prisme permettant d'appréhender une grande partie des défis modernes. Écologie et économie devinrent indissociables, l'économie ne pouvant être durable et vertueuse que si elle était étroitement liée à l'écologie. Cette dernière supplanta même la politique sociale qui, jusqu'à présent pourtant, avait constitué le cœur de l'identité social-démocrate traditionnelle. Dès le titre de la version finale de ce programme, l'accent fut mis sur cette « nouvelle voie³⁸ » que devait emprunter une Allemagne moderne. Cette ambition réformatrice préfigurait un nouveau système économique : à l'économie sociale de marché devait se substituer une économie écologique et sociale de marché. Concrètement, il s'agissait notamment d'introduire une écotaxe, de sortir progressivement du nucléaire, de réduire la part des énergies fossiles, d'interdire les substances nocives pour la planète, de passer à une agriculture raisonnée, voire biologique, ou de mettre en place une politique incitatrice en matière de transports. Autant de mesures réformatrices à l'époque mais surtout opportunistes, dans le seul but de concurrencer les Verts.
- 15 Cette inflexion idéologique majeure s'accompagna d'une redéfinition du progrès, comme le laisse entendre le nom même de la commission « *Fortschritt '90* ». Sensibilisés aux théories du sociologue allemand Ulrich Beck sur la « société du risque³⁹ », les sociaux-démocrates furent amenés à s'interroger sur la pertinence de la notion de progrès. Dans la tradition des mouvements ouvriers du XIX^e siècle et tel qu'il était encore formulé dans le programme fondamental de Bad Godesberg en 1959, le progrès scientifique et technique était garant de plus de prospérité et de protection sociale. Il était de fait corrélé à une émancipation sociale⁴⁰. Mais dans une société subissant de plein fouet une crise économique doublée d'une crise sans précédent de l'État-providence depuis le milieu des années 1970, une telle définition était dépassée. L'idée même de progrès n'allait plus de soi et la technique fut perçue comme un danger supplémentaire. Le progrès à l'aube des années 1990 ne consistait plus qu'à maintenir un *statu quo*, à conserver des acquis pour éviter un brusque retour en arrière⁴¹.
- 16 Ces travaux réflexifs qui marquèrent l'ascendant définitif des réformateurs sur les sociaux-démocrates plus traditionnels furent loin de faire l'unanimité, en particulier chez ceux qui siégeaient au Bundestag. Rudolf Dreßler, le spécialiste de politique

sociale, accusa Oskar Lafontaine de sacrifier l'identité du parti sur l'autel de « l'écosocialisme ». L'obsession du moindre détail se traduit également par une rigueur budgétaire absolue. Financées au centime près, les propositions devaient être gage de solidité et de confiance. Elles aboutirent néanmoins à l'élaboration d'un programme de technocrates. La version finale⁴² soumise au vote lors du congrès de Berlin le 28 septembre 1990 s'avéra finalement beaucoup moins ambitieuse qu'annoncée. Au caractère novateur de la démarche et des thématiques abordées s'opposa le pragmatisme de ce catalogue de cent mesures ouvertes à l'interprétation. En fait, le congrès de Berlin, qui devait clôturer cette décennie de refondation idéologique, fut davantage le congrès d'unification du SPD ouest-allemand et est-allemand⁴³ que le symbole d'un élan réformateur, voire d'un profond renouveau. Avec l'immédiateté de l'unité allemande, les sociaux-démocrates firent malgré eux l'expérience d'un « temps désorienté⁴⁴ ». Leur vision de la société ouest-allemande dans les années 1990 n'était plus vraiment en adéquation avec le temps présent. La distorsion avec les attentes des Allemands, qui aspiraient avant tout à l'unité, n'en fut que plus manifeste, expliquant ainsi l'échec aux élections législatives en décembre 1990.

Conclusion

- 17 Plus qu'une entreprise de refondation idéologique, les années 1980 inaugurèrent paradoxalement une forme de « dé-social-démocratisation » du SPD au sens d'une désolidarisation, d'une décomposition des liens intrapartisans et de l'apparition d'une culture politique centrée autour d'individualités, à l'image d'Oskar Lafontaine, Gerhard Schröder, Rudolf Scharping ou Björn Engholm. Ce qui à la fin des années 1990 s'apparenta à une rupture néolibérale, concrétisée en 2003 avec l'Agenda 2010 de Gerhard Schröder, fut en réalité l'aboutissement d'une entreprise réformatrice individualiste de près de deux décennies. Premier signe d'une crise des valeurs au sein de la social-démocratie germanophone, cette forme de reprise en main du parti par des personnalités aux convictions affirmées relégua au second plan le travail de réflexion programmatique alors même que des interrogations nouvelles se faisaient entendre. Le socialisme vert revendiqué par Oskar Lafontaine et, plus généralement, l'appropriation, voire l'instrumentalisation, de la question environnementale par le SPD ne sont pas sans poser question : comment différencier un « écosocialisme » social-démocrate d'un « écosocialisme » vert au moment où émerge l'écologie politique ? Une étude comparative de la social-démocratie et des Verts dans les années 1980 et 1990, qui ne se limiterait pas à l'Allemagne mais engloberait tous les pays germanophones, pourrait alors constituer l'un des prolongements de cet article. Il s'agirait d'analyser à la fois les processus d'acceptation des écologistes comme nouvel acteur politique par les sociaux-démocrates et le rapprochement de partis à l'histoire plus que centenaire avec de jeunes partis qui se voulaient alternatifs.

NOTES

1. « Grundsatzprogramm. "Freiheit, Solidarität, Gerechtigkeit" », URL : http://www.kas.de/upload/ACDP/CDU/Programme_Beschluesse/1978_Grundsatzprogramm_Ludwigshafen.pdf [lien consulté le 7 octobre 2022]; communiqué de presse du SPD, n° 725.1989, 21.11.1989, p. 2. Auparavant, la CDU ne disposait que de préceptes (*Leitsätze*) ou de programmes plus généraux.
2. « *Programmpartei* ». Voir Erhard Eppler, *Plattform für eine neue Mehrheit. Ein Kommentar zum Berliner Programm der SPD*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf, 1990, p. 7.
3. Voir Franz Walter, *Die SPD. Biographie einer Partei von Ferdinand Lassalle bis Andrea Nahles*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 2018.
4. Maire de Munich de 1960 à 1972, Hans-Jochen Vogel devint ministre dans le gouvernement de Willy Brandt (Aménagement du territoire, Travaux publics et Urbanisme, 1972-1974) puis d'Helmut Schmidt (Justice, 1974-1981). Il fut brièvement maire de Berlin-Ouest entre janvier et juin 1981 avant d'être battu par le chrétien-démocrate Richard von Weizsäcker. Président du groupe parlementaire au Bundestag de 1983 à 1991, il dirigea aussi le SPD de 1987 à 1991.
5. Johannes Rau intégra les instances dirigeantes du SPD dès 1968. De 1977 à 1998, il présida la fédération social-démocrate de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et fut ministre-président de ce Land le plus peuplé de RFA de 1978 à 1998. Fort de cet ancrage régional et de ses succès électoraux, il fut désigné candidat à la chancellerie en 1987.
6. Voir Thibaut Rioufreyt, « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », dans *Politix*, vol. 126, n° 2, 2019, p. 7-35. URL : <https://www.cairn.info/revue-politix-2019-2-page-7.htm> [lien consulté le 7 octobre 2022].
7. Voir Karim Fertikh, « Le genre programmatique. Sociologie de la production des programmes partisans : l'exemple de Bad Godesberg », dans *Revue française de science politique*, 2014/5 (vol. 64), p. 905-928. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2014-5-page-905.htm> [lien consulté le 7 octobre 2022]. Voir également Nicolas Bué, Karim Fertikh et Mathieu Hauchecorne, « Introduction. Les programmes politiques dans une perspective sociohistorique », dans *Les programmes politiques : Genèses et usages* [en ligne], Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. URL : <http://books.openedition.org/pur/73497> [lien consulté le 7 octobre 2022].
8. Outre les programmes, il s'agit ici des fonds d'archives du directoire, des documents spécifiques aux organes internes du parti à l'échelle fédérale comme à l'échelle des *Länder* (groupes parlementaires, fédérations, etc.) ou des legs personnels.
9. Voir Christian Le Bart, *L'ego-politique. Essai sur l'individualisation du champ politique*, Paris, Armand Colin, 2013 ; Franz Urban Pappi, Susumu Shikano, « Personalisierung der Politik in Mehrparteiensystemen am Beispiel deutscher Bundestagswahlen seit 1980 », dans *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 42, n° 3, 2001, p. 355-387.
10. « *Orientierungsrahmen 85* ». Voir Helmut Schmidt, « Vorstoß in absolutes Neuland. Zur Diskussion um den "Orientierungsrahmen 85" », dans *Sozialdemokratischer Pressedienst*, Heft 42, 28.2.1973, p. 1.
11. L'expression est d'Horst Ehmke, le vice-président du groupe SPD au Bundestag. Voir SPD-Vorstand, *Protokoll der Beratungen des SPD-Parteivorstands zum 2. Programmwurf in der Sitzung des Parteivorstands*, Bonn (EOH), 17.2.1989, p. 1.
12. Voir Karim Fertikh, *L'invention de la social-démocratie allemande : Une histoire sociale du programme Bad Godesberg*, nouvelle édition [en ligne], Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2020. URL : <http://books.openedition.org/editionsmsmh/25370> [lien consulté le 7 octobre 2022].

13. Lors de la séance du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag consacrée au programme fondamental le 7 mars 1989, Erhard Eppler présenta le programme en vingt points et, dans le point dix-neuf, définit le SPD comme un « parti réformateur » (« *Reformpartei* »). Voir SPD-BUNDESTAGSFRAKTION (Paul Löser), « Fraktionssitzung Grundsatzprogramm », 7.3.1989, p. 3 ; communiqué de presse du SPD, n° 26.1989, 13.1.1989, p. 5. Prenant ses distances avec le Parti chrétien-démocrate (CDU) d'Helmut Kohl, il alla même jusqu'à revendiquer ce qualificatif pour le seul SPD en affirmant : « Nous sommes le parti de la réforme. » (« *Wir sind die Partei der Reform.* »), voir Erhard Eppler, *Plattform für eine neue Mehrheit*, op. cit., p. 103.
14. Franz Walter, *Die SPD. Vom Proletariat zur Neuen Mitte*, Berlin, Alexander Fest, 2002, p. 217.
15. Avec les décisions adoptées lors du congrès de Nuremberg, les sociaux-démocrates cherchèrent à faire des propositions novatrices en matière d'écologie et d'économie pour lutter contre le chômage de masse et intégrer les valeurs post-matérialistes. Voir Vorstand der SPD (Abt. Presse und Information), *Nürnberger Beschlüsse. Aufbruch in die Zukunft*, Bonn, 1986.
16. « *Programm in der Diskussion* ». Voir Matthias Sachs, *Sozialdemokratie im Wandel. Programmatistische Neustrukturierungen im europäischen Vergleich*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2011, p. 96.
17. « I. Warum braucht die SPD jetzt ein neues Grundsatzprogramm ? », dans SPD-Parteivorstand, *Materialien. Arbeitsheft zum neuen Grundsatzprogramm der SPD*, Bonn, mars 1989, p. 3.
18. Premier président de la Commission des valeurs fondamentales (*Grundwertekommission*) entre 1973 et 1992.
19. Outre Oskar Lafontaine, la génération des « petits-fils » de Willy Brandt compte des sociaux-démocrates tels que Björn Engholm, Hans Eichel, Karl-Heinz Hiersemann, Klaus Matthiesen, Ulrich Maurer, Rudolf Scharping ou Gerhard Schröder. Trop souvent, l'historiographie réduit ce groupe aux seuls « petits-fils » et à tendance à éluder la question des « petites-filles » à l'image d'Heide Simonis ou d'Heidemarie Wiecek-Zeul. Voir Oskar Lafontaine, *Le cœur bat à gauche*, Paris, Michel Lafon, 2000, p. 17. Matthias Micus note par ailleurs que ces jeunes sociaux-démocrates, qui plus tard s'avèrent les fossoyeurs de la social-démocratie traditionnelle, incarnaient l'espoir dans les années 1980. Voir Matthias Micus, *Die „Enkel“ Willy Brandts. Aufstieg und Politikstil einer SPD-Generation*, Frankfurt am Main / New York, Campus Verlag, 2005, p. 11.
20. Voir Céline Caro et Jérôme Vaillant, *Allemagne d'aujourd'hui. L'écologie politique en Allemagne des origines à nos jours*, Villeneuve-d'Ascq, Presse universitaires du Septentrion, n° 202/octobre-décembre 2012.
21. De 1,5 % aux élections législatives en 1980, les Verts passèrent à 5,6 % en 1983, ce qui leur permit d'entrer au Bundestag, et même à 8,3 % en 1987.
22. Vorstand der SPD (Referat Öffentlichkeitsarbeit), *Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Beschlossen vom Programm-Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands am 20. Dezember 1989 in Berlin, Bonn, 1990.
23. Vorstand der SPD (Referat Öffentlichkeitsarbeit), *Die Deutschen in Europa. Berliner Erklärung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Beschlossen auf dem Programmparteitag vom 18.-20. Dezember in Berlin, Bonn, 1989.
24. Sozialistische Partei Österreichs, *Das neue Programm der SPÖ*, Beschlossen vom außerordentlichen Parteitag in Wien am 14. Mai 1958, Wien, 1958.
25. Sozialistische Partei Österreichs, « Das neue Programm der SPÖ, beschlossen vom Bundesparteitag der SPÖ am 20. Mai 1978 », dans *Sozialistische Politik* 8, Wien, Zukunft-Verlag, 11^e édition, 1987.
26. Sozialdemokratische Partei Österreichs, *SPÖ-Grundsatzprogramm. Das Programm für eine erfolgreiche Zukunft*, Beschlossen am 30./31. Oktober 1998, Wien, 1998. URL : <https://www.fes.de/fulltext/ialhi/90011/90011toc.htm> [lien consulté le 7 octobre 2022].
27. Le nom officiel de l'organisation de jeunesse du SPD est le suivant : groupe de travail des jeunes socialistes au sein du SPD (*Arbeitsgemeinschaft der Jungsozialistinnen und Jungsozialisten in der*

SPD, Jusos). Même après le congrès de Bad Godesberg en 1959, les Jusos continuèrent à se définir comme une « formation à l'orientation politique socialiste » (« *sozialistischer Richtungsverband* ») au sein du Parti social-démocrate.

28. « *Lafontainismus* » ou aussi « *Lafontaineismus* ». Voir Joachim Bischoff, « *Lafontainismus. Politischer Neubeginn ? Oder Siegeszug des Lafontainismus ?* », dans *Sozialismus*, 5-89, p. 44-50 ; « *Susi Möbbeck : Jusos werden 1990 wieder stärker in eine Oppositionsrolle in der SPD kommen* », dans *PPP*, 40/63, 3.4.1989, p. 3.

29. Ce surnom lui fut donné par la *Süddeutsche Zeitung*. Voir Joachim Hoell, *Oskar Lafontaine. Provokation und Politik. Eine Biografie*, Braunschweig, Lehrach, 2004, p. 97 et p. 109 ; Heinrich Potthoff, Susanne Miller, *Kleine Geschichte der SPD : 1848-2002*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf, 2002, p. 304.

30. Officiellement, le groupe de travail en charge du programme électoral de 1990 s'intitulait « *Progrès économique et social* » (« *Wirtschaftlicher und Sozialer Fortschritt* »). Mais, très vite, seule la dénomination « *Fortschritt '90* » fut retenue dans les échanges.

31. Il s'agit ici de Rudolf Dreßler, Volker Hauff, Ingrid-Matthäus-Maier, Franz Müntefering, Wolfgang Roth, Harald B. Schäfer, Renate Schmidt et Heidemarie Wiczorek-Zeul.

32. Hermann Heinemann, Klaus Matthiessen et Christoph Zöpel en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Dieter Spöri dans le Bade-Wurtemberg, Henning Scherf à Brême, Hans Eichel en Hesse et Heide Simonis au Schleswig-Holstein apportèrent leur expertise régionale aux travaux réflexifs.

33. Magdalene Hoff.

34. Ilse Brusis, Ursula Engelen-Kefer et Johannes Michael Geuenich.

35. Vorstand der SPD, *Offensive für ein modernes Deutschland. Arbeitsbericht der Arbeitsgruppe Fortschritt '90: Die ökologisch-soziale Marktwirtschaft*, Bonn, 1990.

36. Sebastian Nawrat, *Agenda 2010 - ein Überraschungscoup? Kontinuität und Wandel in den wirtschafts- und sozialpolitischen Programmdebatten der SPD seit 1982*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 2012, p. 31.

37. SPD-Bundestagsfraktion, *Protokoll über die Sitzung der Bundestags-Wahlkampfleitung*, Bonn (EOH), 2.7.1990, p. 1.

38. Vorstand der SPD (Referat Öffentlichkeitsarbeit), *Der neue Weg : ökologisch, sozial, wirtschaftlich stark. Regierungsprogramm 1990-1994*, Beschlossen vom SPD-Parteitag in Berlin am 28. September 1990, Bonn, 1990.

39. Ulrich Beck, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1986. Pour la réception des travaux d'Ulrich Beck par les sociaux-démocrates, voir Oskar Lafontaine, *Die Gesellschaft der Zukunft. Reformpolitik in einer veränderten Welt*, Hamburg, Hoffmann und Campe, 1988, p. 101 ; Oskar Lafontaine, « *Leben in der Risikogesellschaft* », dans Ulrich Beck, *Politik in der Risikogesellschaft*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1991.

40. Vorstand der SPD, *Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Beschlossen vom Außerordentlichen Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands in Bad Godesberg vom 13. bis 15. November 1959, Bonn, 1959, p. 5, p. 13 et p. 26 ; Oskar Lafontaine, « *Vorwort* », dans Vorstand der SPD, *Die Zukunft des Fortschritts. Beiträge zur sozialdemokratischen Programmdiskussion*, Bonn, 1989, p. 5.

41. « *Es geht ja nicht mehr darum, wie der Fortschritt aussehen soll, sondern darum, ob er stattfindet oder nicht, und vor allem: wie Rückschritt zu verhindern ist. Niemand kann heute von Fortschritt reden, ohne in seinen Fortschrittsbegriff die Verhinderung von Rückschritt, ja von Katastrophen einzubeziehen. Die Minderung von Risiken, die Vermeidung von Katastrophen ist auch künftig nicht der ganze, wohl aber der halbe Fortschritt* », « *Il ne s'agit plus de savoir quelle forme prendra le progrès, mais de savoir s'il y aura progrès ou non, et surtout de savoir comment empêcher un retour en arrière. Aujourd'hui, personne ne peut parler de progrès sans inclure dans sa définition du progrès l'idée qu'il faut empêcher un retour en arrière, voire des*

catastrophes. Réduire les risques, empêcher les catastrophes ne représentera à l'avenir pas tout le progrès mais sûrement un semi-progrès.», voir Erhard Eppler, « Die Zukunft des Fortschrittes », dans Vorstand der SPD, *Die Zukunft des Fortschritts. Beiträge zur sozialdemokratischen Programmdiskussion*, Bonn, 1989, p. 10.

42. Vorstand der SPD, SPD-Regierungsprogramm (Vorlage für den SPD-Parteitag, 26.-28. September 1990 in Berlin) - Fortschritt '90 : Offensive für ein modernes Deutschland - 100 Punkte für den wirtschaftlichen, ökologischen, sozialen und demokratischen Fortschritt, Bonn, 1.9.1990, cité dans communiqué de presse du SPD, n° 378.1990, 1.9.1990, p. 1-40.

43. Voir la contribution d'Étienne Dubsloff dans ce numéro. Voir également Étienne Dubsloff, « Oser plus de social-démocratie ». *La recreation et l'établissement du Parti social-démocrate en RDA*, Berlin, Peter Lang Verlag, 2019.

44. François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, p. 13 et p. 118. Si cette crise du temps apparaît *a posteriori* comme une évidence pour l'historien, les acteurs de l'époque ne perçurent pas cette « discordance des temps ». Voir Christophe Charle, *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 21.

RÉSUMÉS

En s'appuyant sur les débats idéologiques et les programmes du Parti social-démocrate allemand (SPD) de la seconde moitié des années 1980, cette contribution s'interroge sur la recreation d'un mythe fondateur et l'adéquation des idées social-démocrates avec leur époque. Elle porte un intérêt spécifique aux conditions de production d'écrits partisans, aux rapports de force nouveaux entre les acteurs et aux différentes temporalités qui présidèrent à l'entreprise de reconquête du pouvoir par le SPD, et à son échec, en 1990. Dans une perspective transnationale et comparative, elle intègre un questionnement succinct sur le Parti socialiste d'Autriche (SPÖ) puis Parti social-démocrate d'Autriche afin de mettre en perspective la transformation des social-démocraties germanophones à l'aube des années 1990.

Looking at the ideological debates and platforms of the German Social Democratic Party (SPD) during the second half of the 1980s, this paper examines the reinvention of a foundational myth and how social democratic ideas were updated for changing times. This article will focus on the conditions under which partisan texts were produced, on the new balance of power between the various actors, and on the different temporalities that prevailed during the SPD's attempt to regain power (leading to its political failure in 1990). From a transnational and comparative perspective, it includes a brief investigation of the Socialist Party of Austria (SPÖ) — then called the Social Democratic Party of Austria — in order to contextualize the transformation of German-speaking social democracies at the beginning of the 1990s.

INDEX

Keywords : German Social Democratic Party (SPD), 1980s, 1990s, program, reformism, ecosocialism

Mots-clés : Parti social-démocrate allemand (SPD), années 1980-1990, programme, réformisme, écosocialisme

AUTEUR

SOPHIE BOUILLER

Sophie Bouiller est professeur agrégée d'allemand en CPGE Lettres et Sciences sociales (B/L) au lycée Gabriel Guist'hau à Nantes. En 2018, elle a soutenu une thèse en Études germaniques intitulée « Le Parti social-démocrate allemand et la justice sociale dans les années 1980. Une identité social-démocrate à l'épreuve de l'unification (1989-1990) ». Elle a notamment publié « Le Parti social-démocrate allemand et la justice sociale dans les années 1980. Une identité social-démocrate à l'épreuve de l'unification (1989-1990) » (*Trajectoires* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 05 février 2019, consulté le 7 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/trajectoires/351> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trajectoires.3510>).